TURQUIE

Vers la fin du rôle politique de l'armée ?

La démission fracassante des principaux chefs militaires en Turquie pourrait annoncer la fin d'une époque, selon des analystes : celle où l'armée jouait un rôle clé, parfois par la force, dans la vie politique.

«La vieille garde militaire a jeté l'éponge», assure l'universitaire Ahmet Insel, auteur de deux livres sur l'armée turque, commentant la démission, vendredi, du chef d'état-major des armées et des commandants de l'armée de terre, de l'air et de la marine.

Ces démissions sont le signe d'un «bouleversement total dans les relations entre politiques et militaires», estime, pour sa part, le directeur du journal *Hürriyet Daily News*, Murat Yetkin.

Critiqués par les milieux proches du gouvernement islamo-conservateur, poursuivis par les juges — un général sur 10 est en prison pour implication dans des complots contre le régime —les chefs militaires ont réagi vendredi par une démission en bloc au plus haut niveau, provoquant un choc à travers le pays.

Selon la presse, ils exigent que leurs collègues en détention puissent bénéficier de promotions, même s'ils sont en prison dans l'attente de la fin de leur procès, ce que refuse le gouvernement.

Et l'inculpation de six nouveaux généraux, vendredi, accusés notamment d'avoir créé des sites internet de propagande anti-gouvernementale, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, mettant un terme à la patience des militaires, ajoutent les médias.

Il est loin le temps où l'armée turque, la deuxième en nombre au sein de l'Otan, avait son mot à dire en politique et se posait en défenseur de la laïcité, face à ce qu'elle considérait comme une menace d'islamisation rampante de la société.

Depuis 1960, quatre gouvernements ont été chassés du pouvoir par l'armée, dont celui en 1997 de l'islamiste Necmettin Erbakan, mentor de l'actuel Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Depuis, la société turque a évolué et s'est considérablement développée —le taux de croissance est actuellement de 11% —, et le Parti de la justice et du développement (AKP) de M. Erdogan a été brillamment reconduit au pouvoir pour la troisième fois consécutive, aux législatives de juin.

La démission de chefs militaires «est essentielle pour montrer l'impact déterminant des élections de juin sur les relations entre gouvernement et armée», estime Derya Sazak, du journal Milliyet. «Cette crise est le résultat inévitable d'une lutte de pouvoir entre l'armée et le gouvernement, qui se poursuit depuis 2007. Le gouvernement ne veut pas travailler avec ces chefs qui avaient essayé d'empêcher l'élection du président (Abdullah Gül) et qui étaient impliqués dans des tentatives de coups d'Etat. Il veut les éliminer», ajoute-t-il.

«En fait, l'armée a perdu la partie dès le 27 avril 2007, lorsqu'elle a mis, sans aucun résultat, son veto à l'accession de Erdogan ou de Gül à la tête du pays», note pour sa part M. Insel.

Renvoyée dans ses casernes, l'armée conserve-t-elle cependant la capacité de refaire irruption dans la politique, par un nouveau coup d'Etat ?

«Je ne vois rien de semblable», estime Murat Yetkin, avec d'autres commentateurs, et d'ajouter : «Le gouvernement contrôle la situation.»

Pour Ahmet Insel, ces démissions sont «une implosion» dans l'institution militaire, et il est peu probable qu'on assiste à un coup d'Etat en Turquie.

«Aujourd'hui, un général arrêté ne fait pas plus d'effet dans les journaux qu'un grave accident de voiture», note-t-il. «Il pourrait y avoir un jour la tentative chevaleresque d'un colonel, d'un pistolero, mais pas au-delà.» Et ce pour plusieurs raisons, «l'appui fort» d'une partie importante de la population au gouvernement, l'évolution de la société, les contre-pouvoirs de la police et de la justice, qui «sont proches de l'AKP».

Et aussi, «au niveau international, il n'y a plus le danger communiste, qui permettait de faire des coups d'Etat dans les années 1960 et 1970, avec le soutien des Etats-Unis».

ÉGYPTE

Des hommes armés attaquent un gazoduc dans le Sinaï

Un groupe d'hommes armés non identifiés a mené hier une attaque dans le nord du Sinaï en Égypte contre un terminal du gazoduc vers Israël, la cinquième de ce type depuis février, a indiqué une source des services de sécurité.

Des hommes armés circulant sur des motos et à bord de voitures ont lancé des grenades et tenté de pénétrer de force sur le site du terminal à al-Shoulaq dans le nord du Sinaï mais ils se sont retrouvés face à des forces armées et des affrontements ont eu lieu, selon la même source.

«Des hommes armés non identifiés ont attaqué le terminal de gaz naturel du gazoduc vers Israël. Il n'y avait pas de gaz depuis une (précédente) attaque le 11 juillet», a ajouté la source.

Selon des témoins, l'armée est intervenue mais les attaquants ont réussi à prendre la fuite. L'attaque intervient au lendemain d'affrontements dans la ville proche d'El-Arish au cours desquels cinq personnes ont été tuées, après des affrontements opposant des hommes armés qui tentaient de s'emparer du poste de police aux forces de sécurité et à l'armée. L'armée égyptienne a arrêté cinq personnes après ces violences, a rapporté hier l'agence officielle égyptienne Mena.

Le 11 juillet, une «forte explosion» avait endommagé le gazoduc égyptien livrant Israël et la Jordanie.

Le 4 juillet, un autre attentat, qui n'avait pas fait de victime, avait été provoqué par une bombe commandée à distance. Il avait entraîné l'arrêt des fournitures de gaz.

Le gouverneur du Nord-Sinaï, Abdel Wahab Mabrouk, avait alors dénoncé «un acte terroriste visant à porter atteinte à la stabilité et la sécurité» de la péninsule, sans toutefois se montrer plus précis sur les auteurs de cet acte. Un attentat commis le 27 avril avait visé le centre de distribution et d'exportation du gazoduc desservant Israël et la Jordanie, situé à la hauteur du village d'Al-Sabil, près d'Al-Arich.

Le 5 février, pendant le soulèvement populaire contre le régime du président Hosni Moubarak, renversé quelques jours plus tard, un autre attentat à l'explosif avait eu lieu. Il avait visé le gazoduc à Lihfren, près de la bande de Ghaza. En mars, une tentative d'attentat sur le gazoduc avait échoué. Les nouvelles autorités égyptiennes ont décidé de revoir tous les accords gaziers et d'ouvrir des enquêtes sur des contrats controversés de vente de gaz à Israël, signés avant la chute du président Hosni Moubarak le 11 février.

L'Egypte fournit 43% du gaz naturel consommé en Israël, où 40% de l'électricité est produite à partir de cette source d'énergie.

Le gaz égyptien couvre par ailleurs 80% des besoins de la Jordanie pour la production d'électricité, soit 6,8 millions de mètres cubes de gaz quotidiennement importés.

YÉMEN

42 morts dans des combats entre l'armée, Al-Qaïda et des tribus

Des combats impliquant l'armée yéménite, des membres présumés d'Al-Qaïda et des membres de tribus ont fait 42 morts et des dizaines de blessés vendredi dans le sud du Yémen, a-t-on appris hier de sources locales, militaires et tribales.

A Dofas, des «éléments d'Al-Qaïda» munis d'armes automatiques ont attaqué vendredi une unité de l'armée, tuant deux colonels et quatre soldats et en blessant neuf autres, a déclaré à l'AFP un responsable militaire dans ce village situé à 15 km au sud de Zinjibar, la capitale de la province d'Abyane. Zinjibar est, depuis deux mois, aux mains d'insurgés liés à Al-Qaïda. Des médecins à l'hôpital militaire d'Aden, principale ville du sud du Yémen, ont confirmé ce bilan, tandis qu'un responsable local à Dofas a précisé que cinq membres d'Al-Qaïda avaient été tués et quatre autres blessés dans ces combats.

Dans une banlieue de l'est de Zinjibar, des combats ont opposé 200 membres d'une tribu du village côtier de Shaqra à «des éléments d'Al-Qaïda», a annoncé à l'AFP Abdallah Nasser al-Jadani, un haut responsable de la sécurité dans la région, précisant que 12 membres de la tribu avaient été tués et 20 autres blessés.

Selon des sources tribales, les combattants d'Al-Qaïda ont obligé les membres de la tribu à se réfugier dans un bâtiment public qu'ils contrôlaient. Trois des membres de la tribu sont morts dans un raid aérien de l'armée contre le bâtiment, les autres ont été abattus par les islamistes.

Les corps de 17 autres membres de la tribu ont été retirés hier en milieu de journée des décombres du bâtiment public qui a été vendredi la cible de trois raids de l'armée, a indiqué à l'AFP une source tribale, dénonçant «un massacre perpétré par l'armée». M. Jadani a admis que les victimes avaient été tuées «par erreur», ajoutant que l'armée avait visé par ses raids contre le bâtiment «les combattants d'Al-Qaïda, et non des civils».

Une source médicale à l'hôpital de la localité voisine de Jaar, contrôlée par les islamistes, a déclaré que les combats avaient fait deux morts et 14 blessés dans leurs rangs. Le 29 mai, des centaines d'hommes armés affiliés aux «Partisans de la Charia», un groupe soupçonné d'entretenir des liens avec Al-Qaïda, avaient pris le contrôle de Zinjibar, poussant à l'exode ses habitants terrorisés.

Mais l'armée, avec le soutien de tribus jusqu'alors plutôt favorables à Al-Qaïda et une aide logistique des Etats-Unis, a commencé à reprendre du terrain. Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), née d'une fusion des branches yéménite et saoudienne d'Al-Qaïda en janvier 2009, est active dans le sud et l'est du Yémen, où des attaques contre les forces de sécurité lui sont régulièrement attribuées.

LIBYE

3 morts et 15 blessés dans des raids contre le siège de la télévision

Trois personnes ont été tuées et quinze autres blessées dans des frappes de l'Otan contre le siège de la télévision libyenne à Tripoli, ont annoncé les employés de la télévision dans un communiqué.

«Trois de nos collèges ont été tués et 15 autres blessés durant l'exercice de leur devoir professionnel en tant que journalistes libyens», a indiqué le directeur de la chaîne Al-Jamahiriya diffusant en langue anglaise, Khaled Bazilia qui lisait le communiqué. M. Bazilia a qualifié les raids de l'Otan d'«acte de terrorisme international», en violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Plus tôt, l'Otan a annoncé avoir mené une série de frappes de précision contre trois émetteurs de la télévision libyenne afin de «réduire le colonel Kadhafi au silence».

«Il y a quelques heures, l'Otan a réalisé des frappes aériennes contre trois centres émetteurs satellitaires de la télévision libyenne (...) avec l'objectif d'empêcher le colonel Kadhafi de l'utiliser pour intimider et inciter à mener des actes de violences contre sa population», a expliqué l'Alliance dans un communiqué.

«Nous sommes des employés de la télévision officielle libyenne. Nous ne sommes pas une cible militaire, nous ne sommes pas des commandants de l'armée et nous ne constituons pas une menace pour les civils», a indiqué M. Bazilia. «Nous avons le droit de travailler dans un environnement sécurisé protégé par le droit national et international», a-t-il ajouté, appelant à une «protection complète de la communauté internationale».

SYRIE

Au moins 19 personnes tuées dans les manifestations de vendredi

Au moins 19 personnes ont été tuées et 35 autres blessées vendredi en Syrie, où des centaines de milliers de manifestants ont réclamé la chute du régime et dénoncé le silence de la communauté internationale face aux répressions, ont annoncé hier des militants.

«Dix-neuf martyrs sont tombés vendredi», a annoncé dans un communiqué l'Organisation nationale des droits de l'homme, assurant que «les autorités syriennes (avaient) décidé de recourir à l'assassinat de manifestants lors de la journée placée sous le slogan «votre silence nous tue.»

«Une personne a été tué à Lattaquié (ouest), trois autres à Deir Ezzor (est) et deux dans la ville voisine de Boukamal», a déclaré Omar Qurabi, le

président de l'organisation, affirmant disposer d'une liste nominative des personnes tuées. «Une personne est morte dans le quartier de Midane à Damas et sept autres dans la région de la capitale, dont cinq à Kessouah et deux à Douma. Trois autres ont péri à Deraa (sud), une dans un village du gouvernorat de Homs (centre) et une à Hama (centre)», a-t-il poursuivi.

De son côté, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a fait état de 12 civils tués et de 35 autres blessés dans la journée de vendredi.

Un jeune homme a été tué à l'un des barrages des forces de sécurité dans le quartier Qadam à Damas, et il y a eu un mort à Lattaquié, une à Deraa, une dans un village du gouvernorat de Homs, une autre à Deir Ezzor, une à Douma, une à Hama, une à Boukamal et quatre à Kessouah, selon l'OSDH, basé à Londres.

Depuis le début de la contestation le 15 mars, la répression a fait 1 888.